



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2019 - janvier 2020

Date de parution : août 2020

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

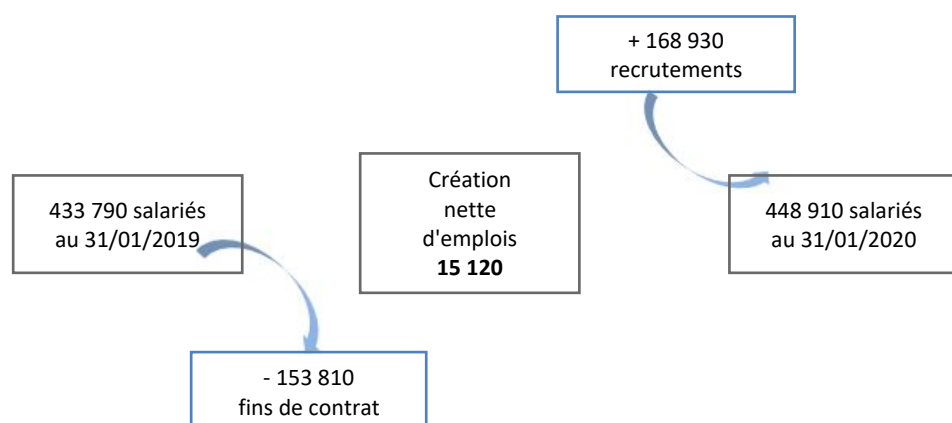
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2020, il y avait 448 910 salariés au Luxembourg contre 433 790 au 31 janvier 2019. Entre ces deux dates, on observe 168 930 recrutements et 153 810 fins de contrat (dont près de 5 850 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 15 120 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 15 120 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3,5%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	136 940	121 860	15 080
Salariés intérimaires	31 990	31 950	40
Total	168 930	153 810	15 120

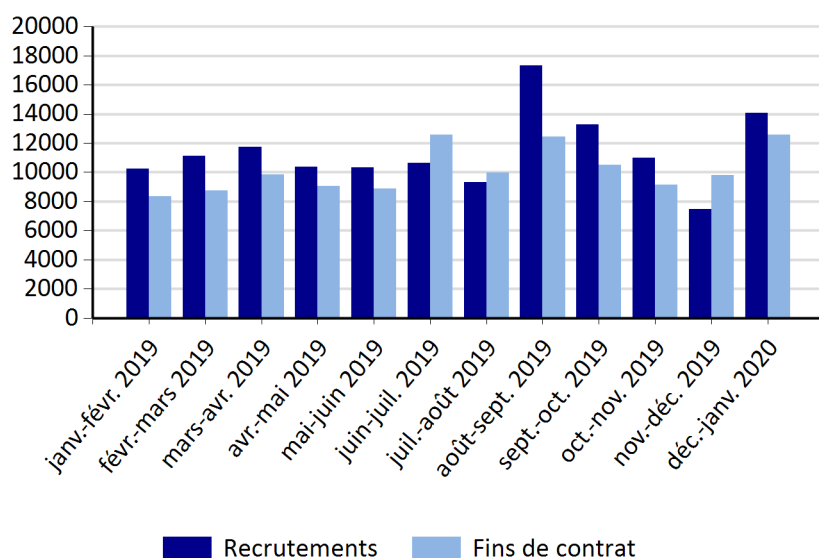
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 21% et 79%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2020, 1,8% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 8 020 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

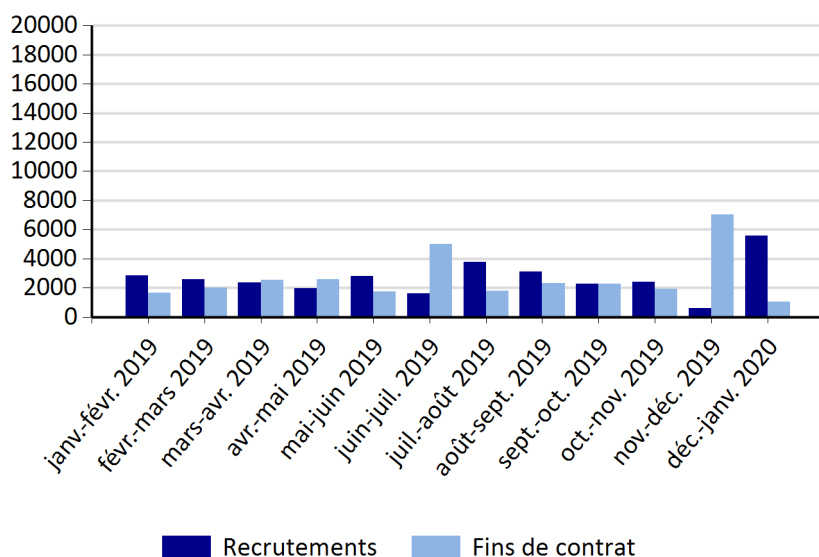
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 7 480 et 17 330 ; celui des fins de contrat, entre 8 370 et 12 550.

Guide de lecture : Entre janvier et février 2019, on observe 10 260 recrutements et 8 370 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

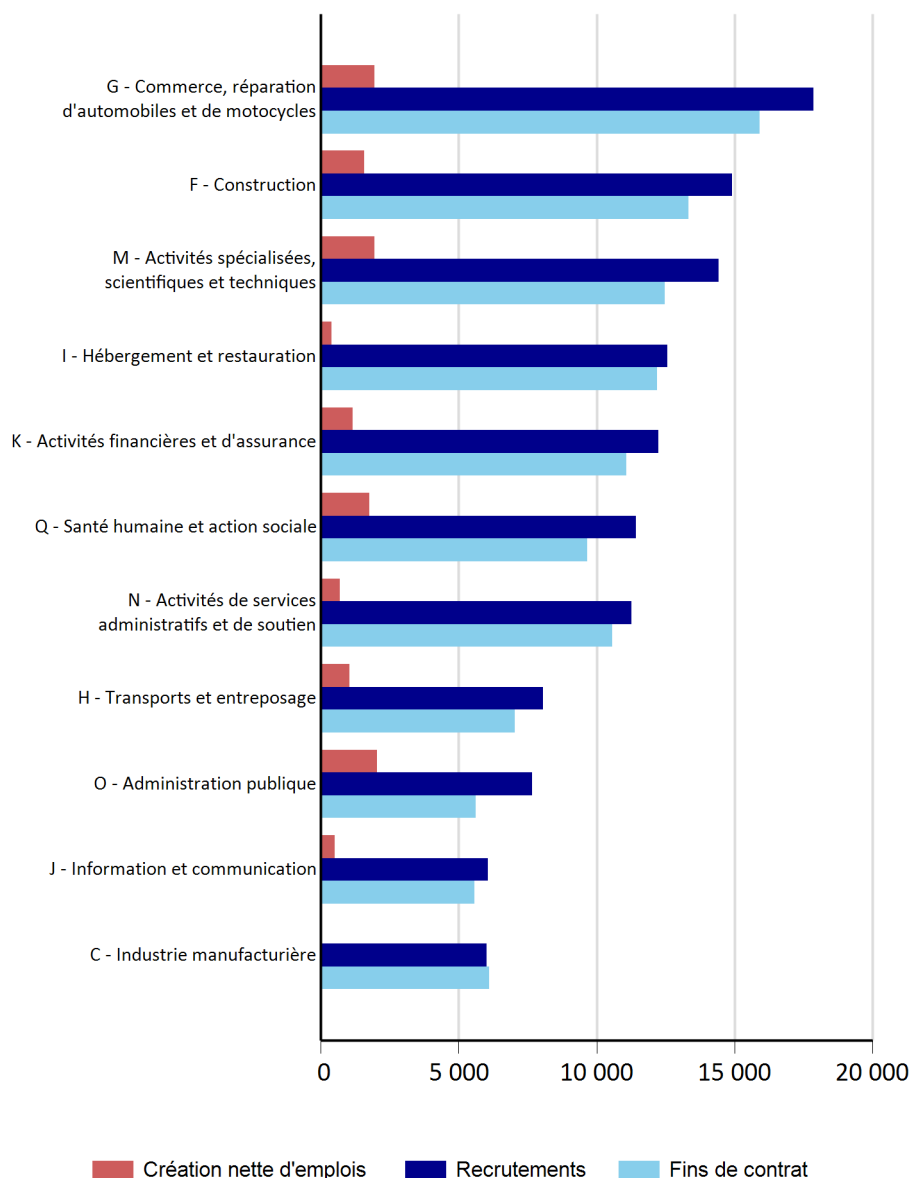


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 600 et 5 590 ; celui des fins de contrat, entre 1 030 et 7 040.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 17 860, 14 920, 14 430 et 12 570 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Hébergement et restauration" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2019 et janvier 2020.

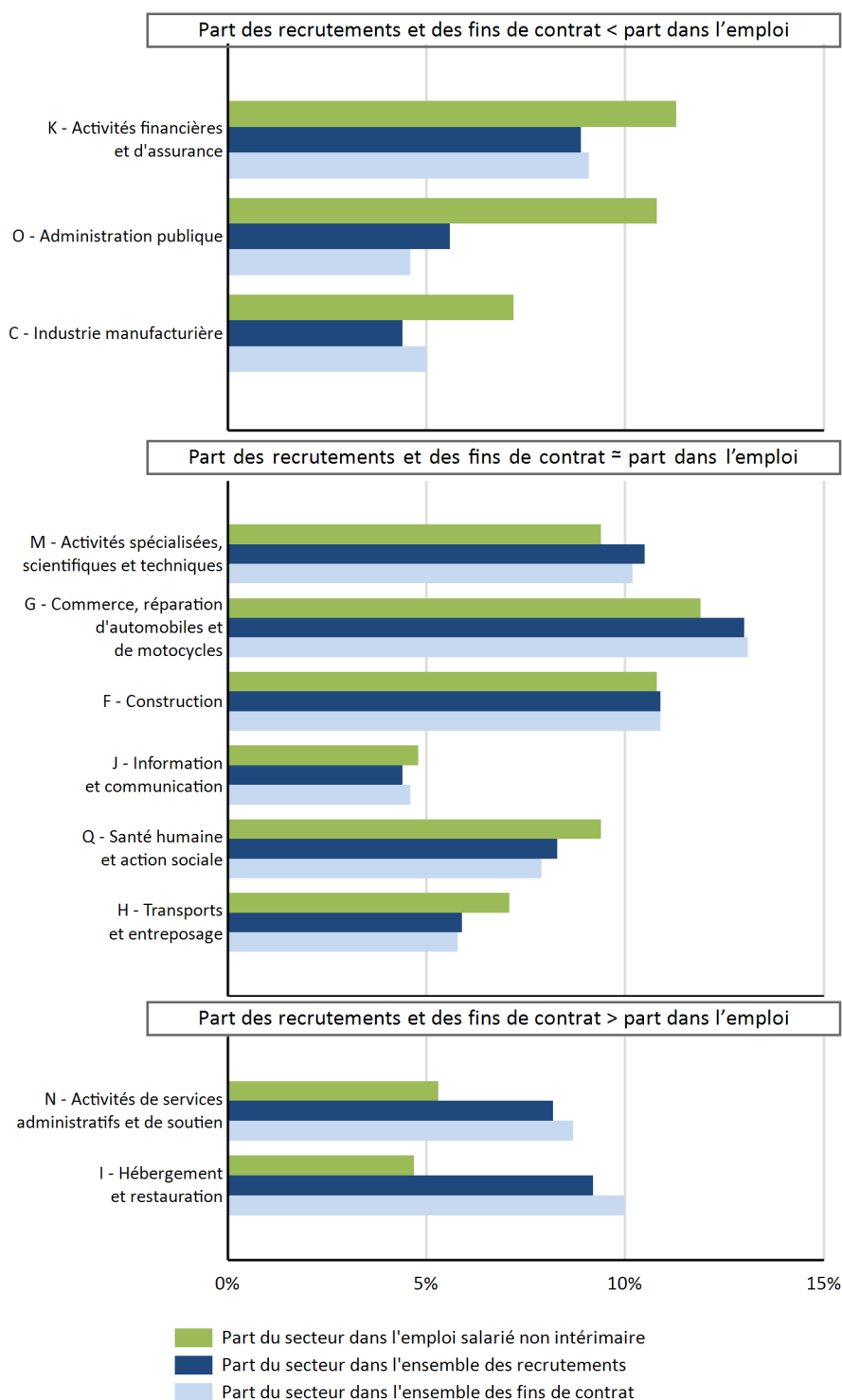
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Hébergement et restauration".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 1 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 1, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre janvier 2019 et janvier 2020 s'élève environ à 17 860, le nombre de fins de contrat à 15 910. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 950.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

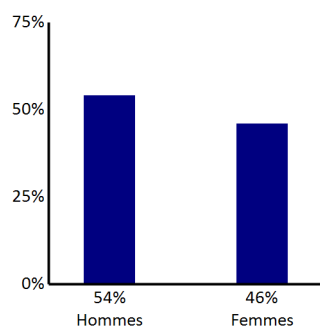
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

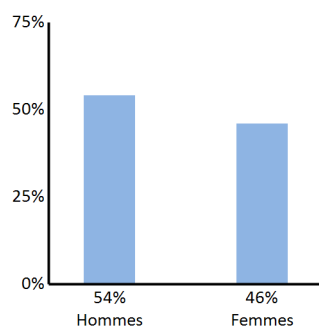
Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

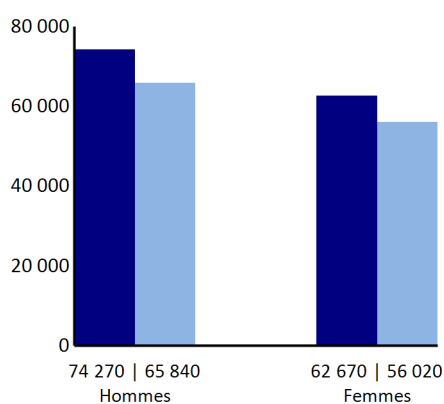
4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 136 940 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2019 et janvier 2020, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2019 et janvier 2020, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 8 430 unités, ce chiffre s'établissant à 6 650 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 11% des recrutements (= 8 430/74 270) et 11% pour les femmes.

Guide de lecture :

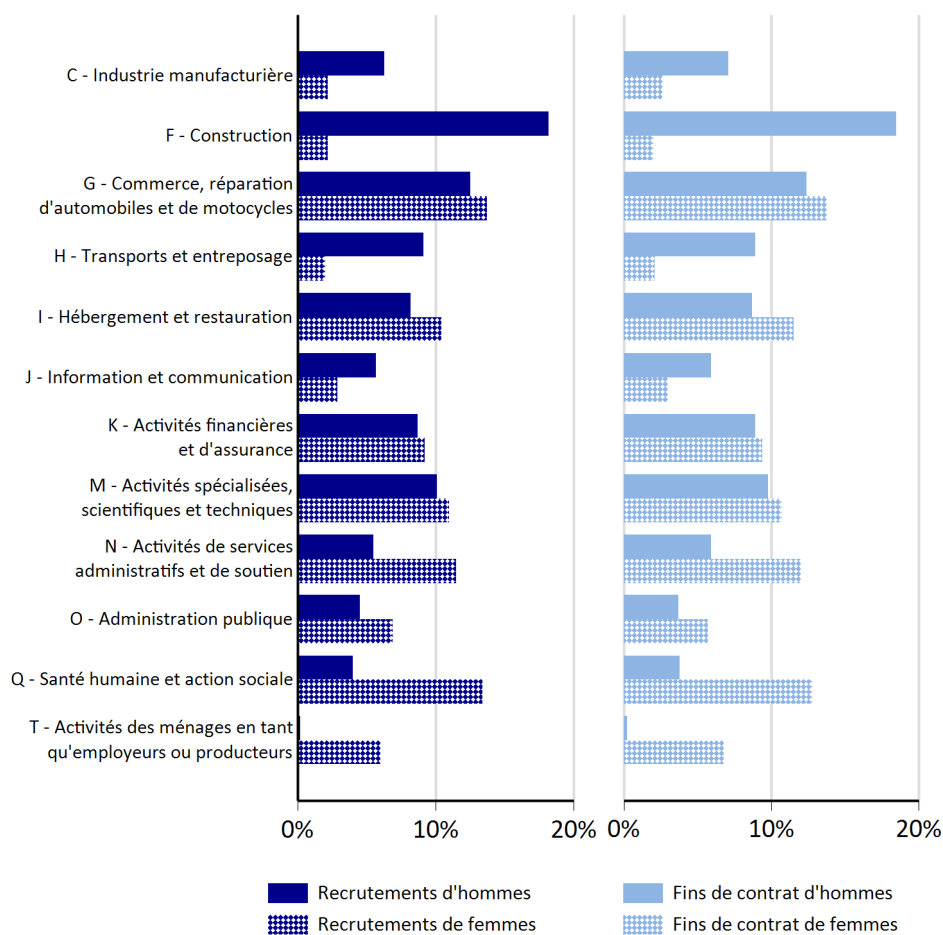
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 54% concernent des hommes et 46% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 74 270 concernent des hommes. C'est le cas de 65 840 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



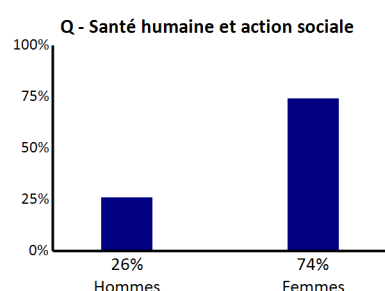
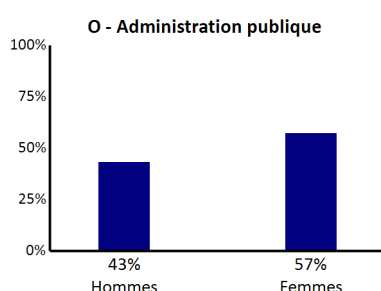
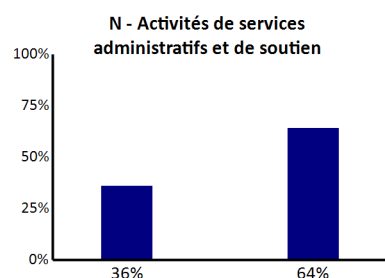
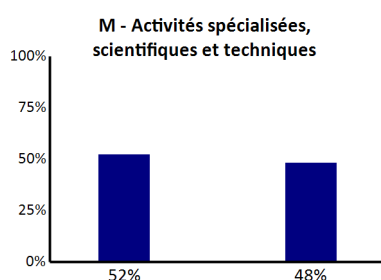
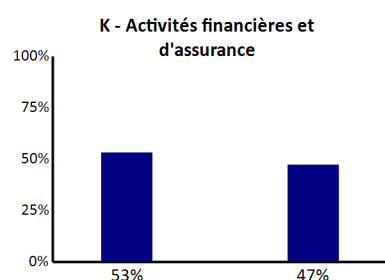
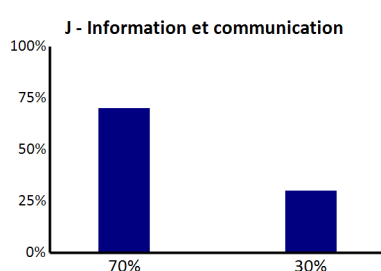
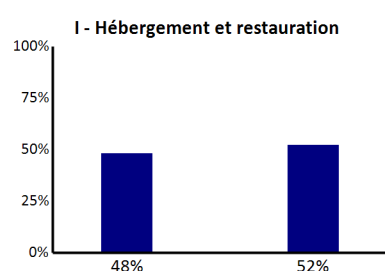
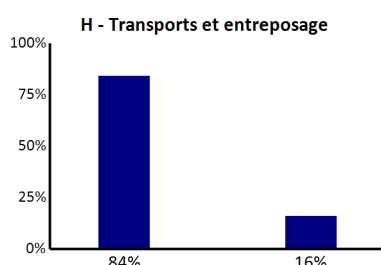
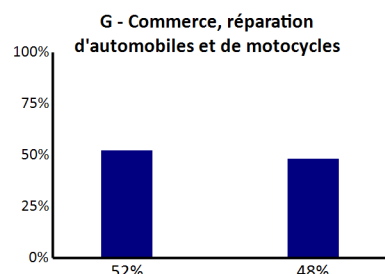
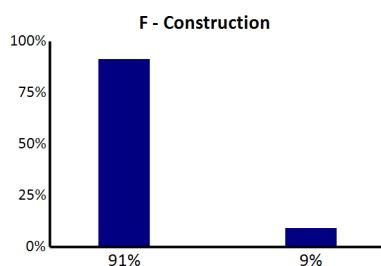
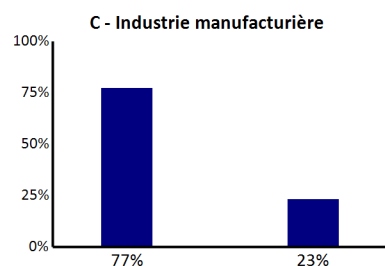
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Santé humaine et action sociale" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 14%, 13% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 13% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 780) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

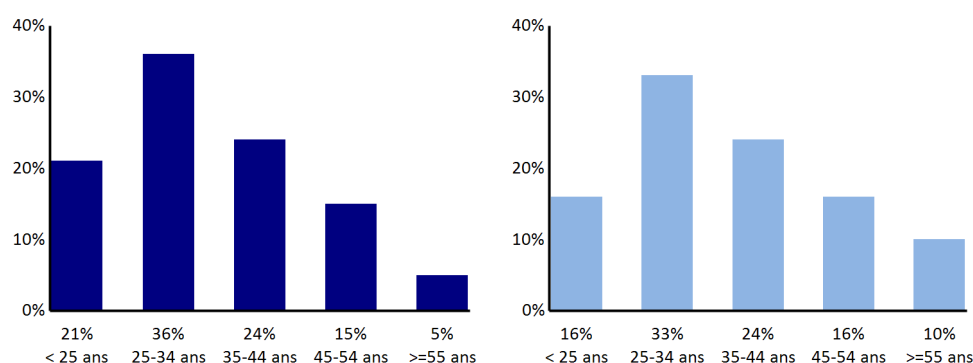
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 74%, 64% et 57% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 91% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 77% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2019 et janvier 2020, 77% concernent des hommes et 23% des femmes.

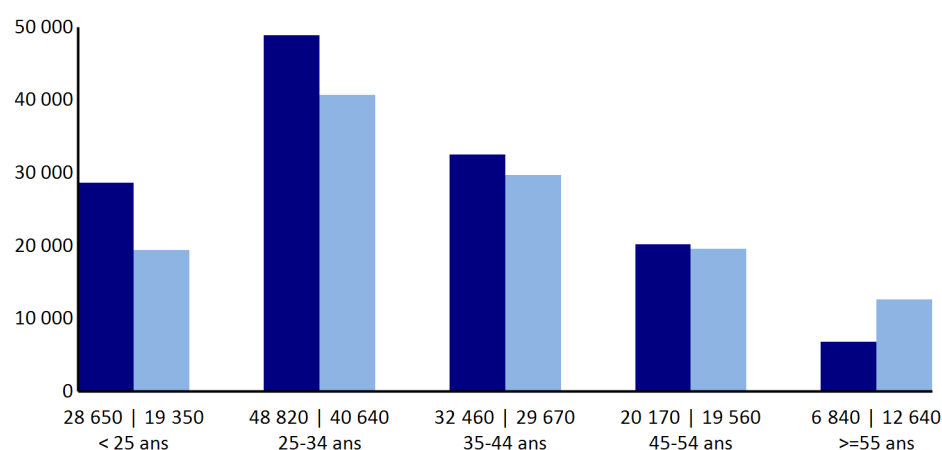
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 28 650 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 19 350 fins de contrat.

Parmi les 136 940 recrutements réalisés entre janvier 2019 et janvier 2020, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 36% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 15% les 45-54 ans et 5% les 55 ans et plus.

Parmi les 121 860 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 33% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 16% les 45-54 ans et 10% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (48 820) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (40 640) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

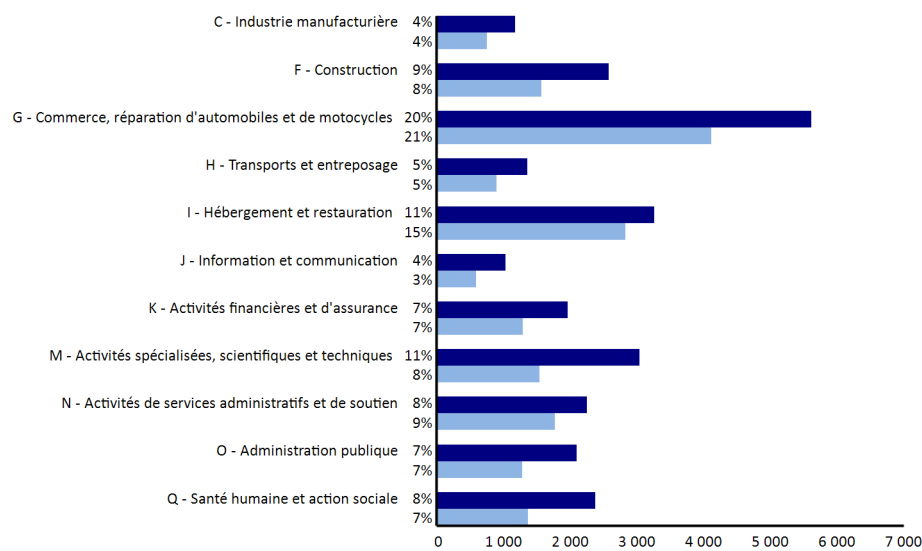
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 7% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les flux (11% dans l'emploi salarié)

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 9 300 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 8 180 et 2 790 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

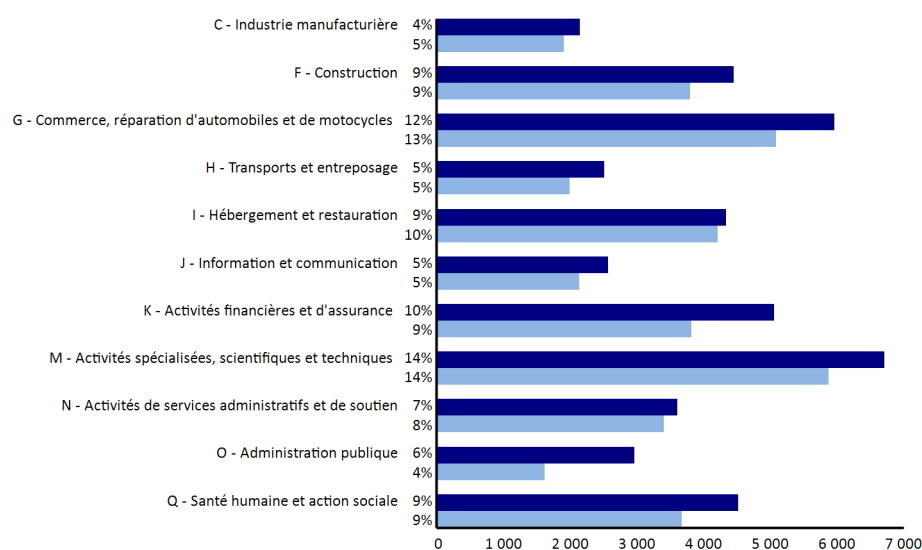


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 20% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (11%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

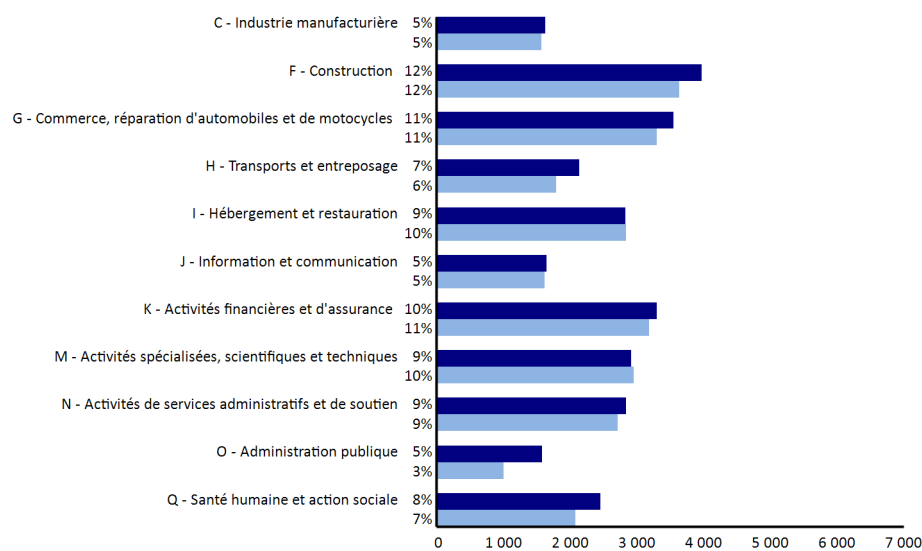
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (14%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (12%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

25-34 ans

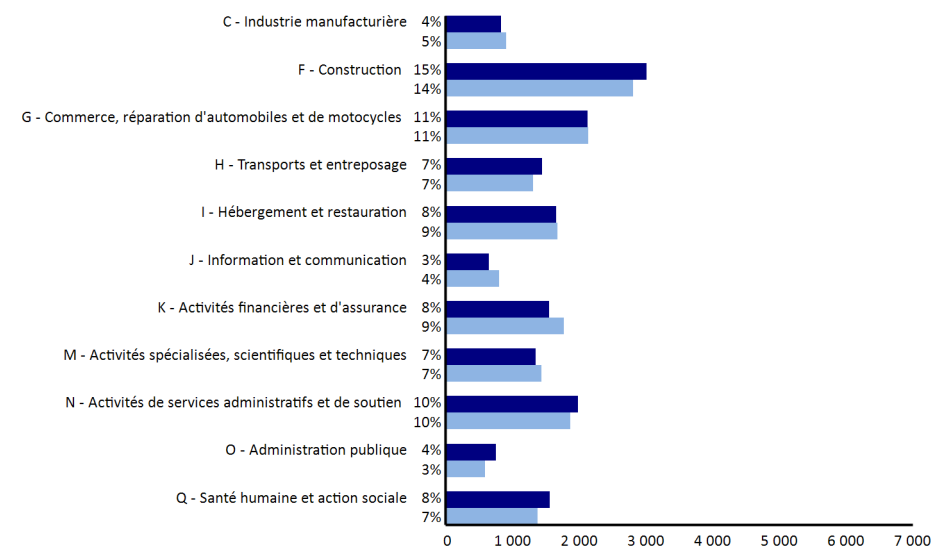


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

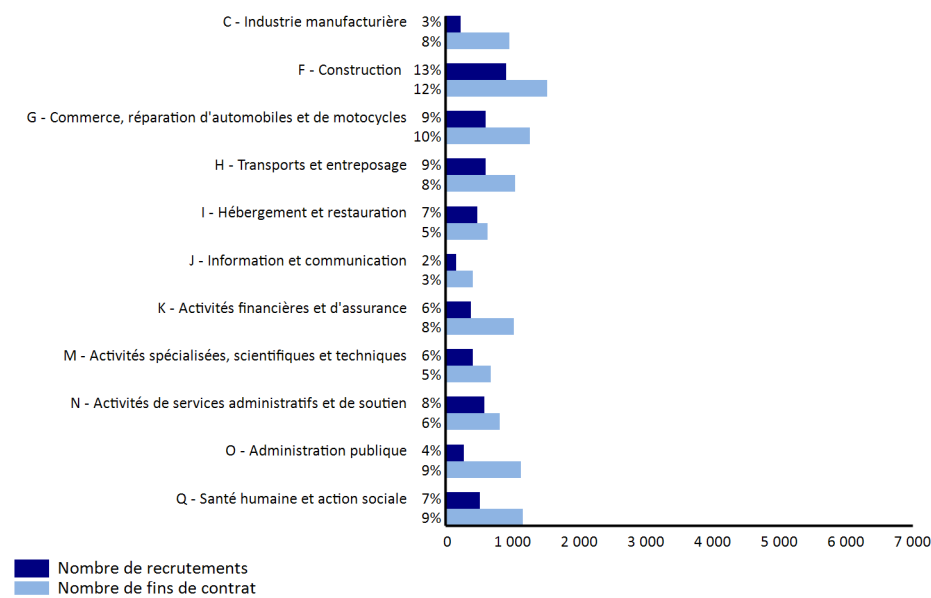
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (15%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (10%).

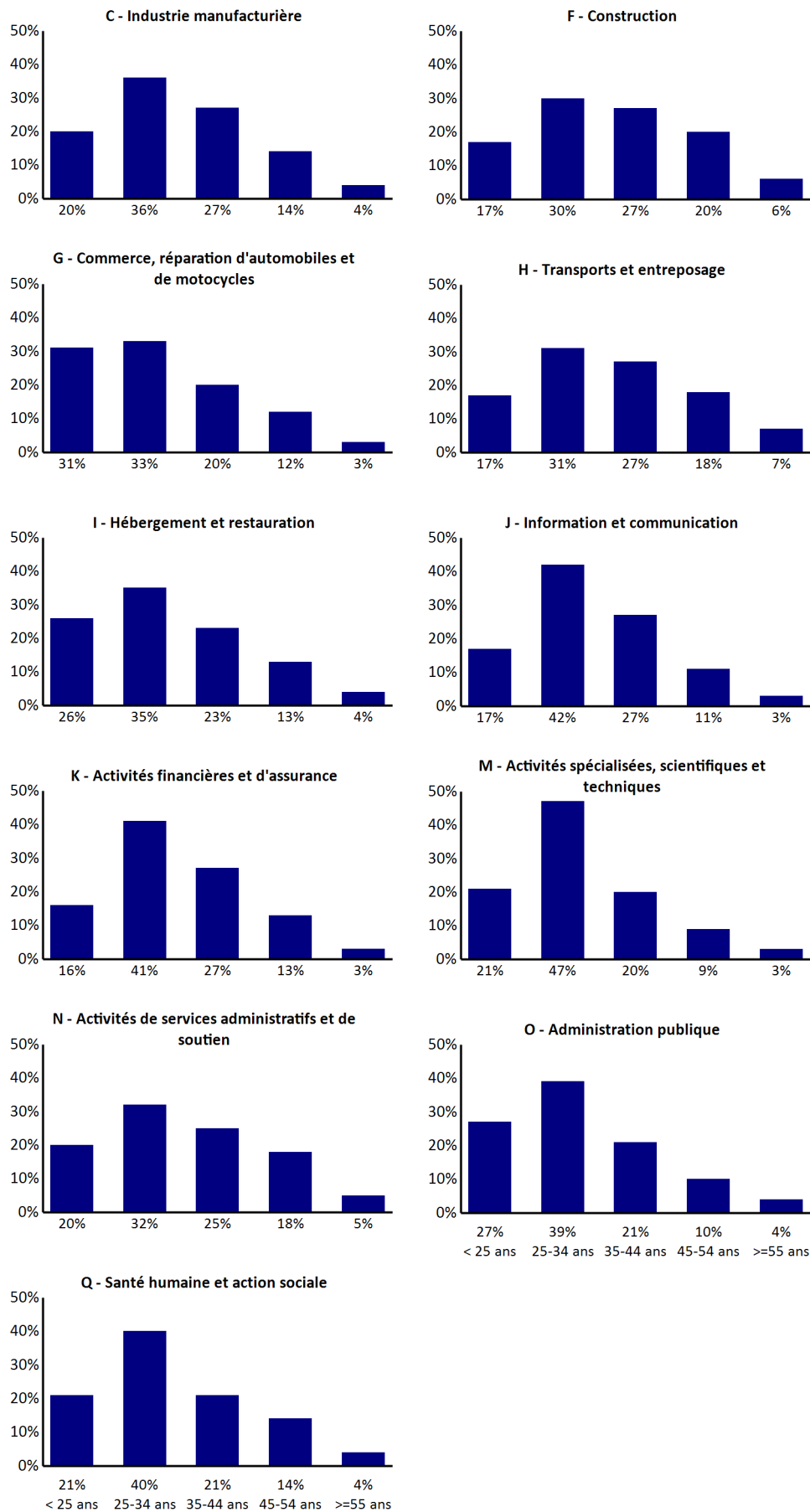
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%) et "Transports et entreposage" (9%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 180 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 28 650). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 750 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 19 350).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



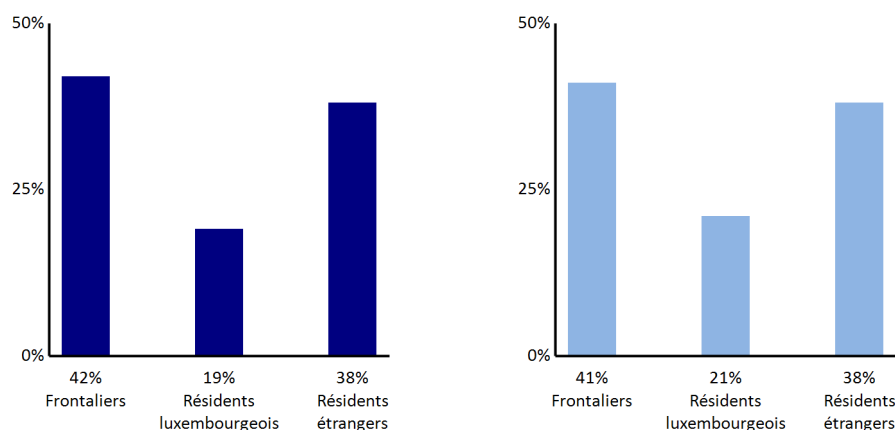
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Guide de lecture : 20% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 36% des 25-34 ans.

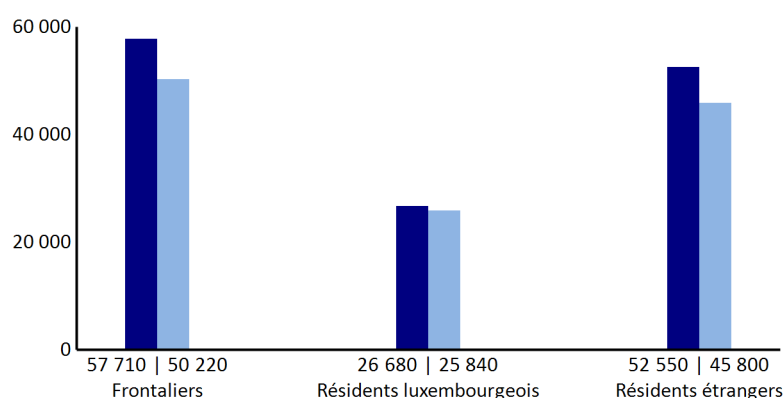
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 136 940 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2019 et janvier 2020, 42% ont concerné des frontaliers, 19% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 121 860 fins de contrat observées au cours de la même période, 41% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 6 750 et 7 490, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 900 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 600 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 42% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2019 et janvier 2020, 41% concernent des frontaliers.

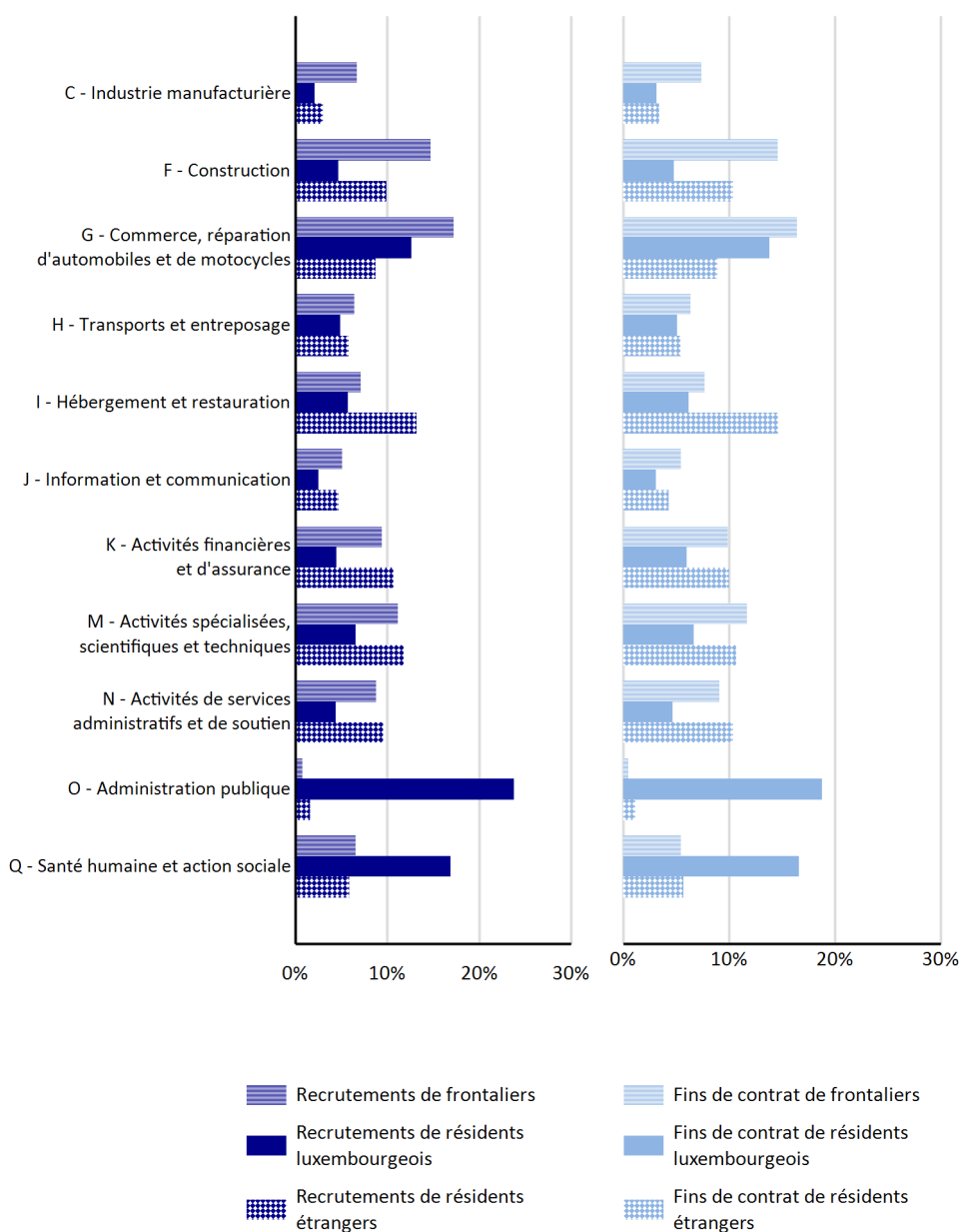
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 57 710 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 50 220 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2019 et janvier 2020, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 3 180 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2019 et en janvier 2020, 2 480 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2019 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2020.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 24% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (17%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (13%).

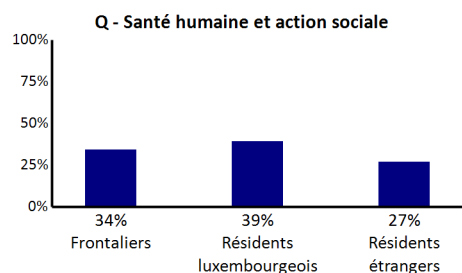
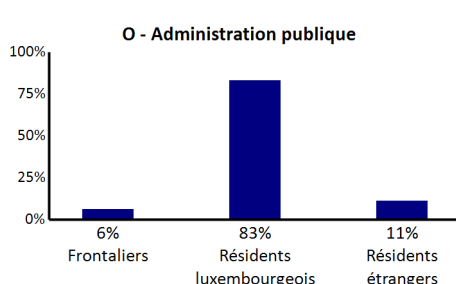
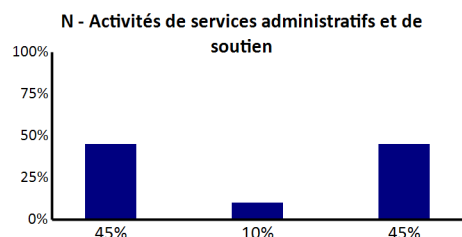
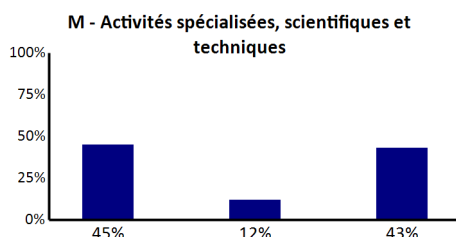
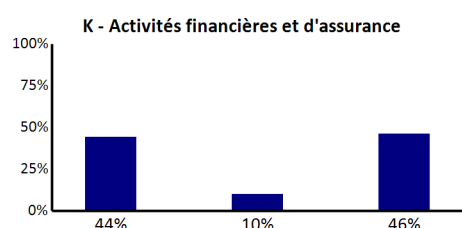
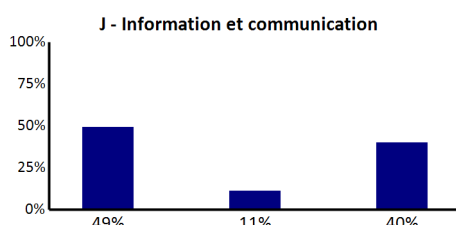
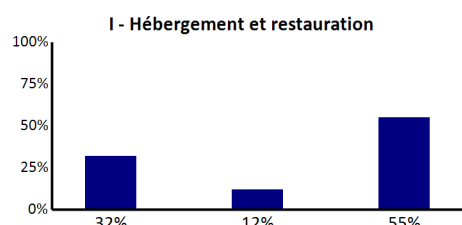
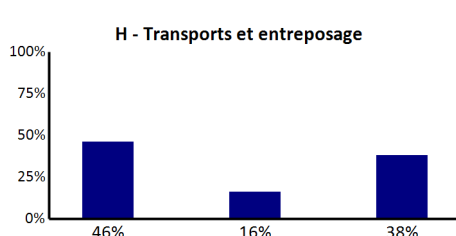
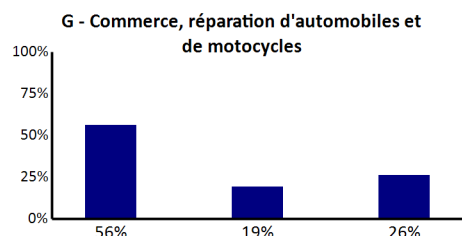
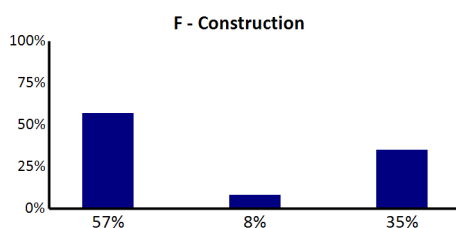
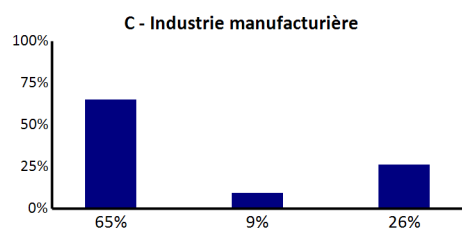
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (17%), "Construction" (15%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (13%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

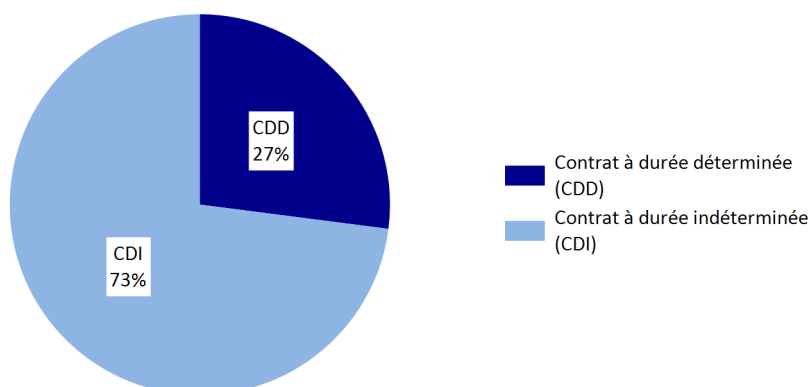
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 55% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 83% et 39% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2019 et janvier 2020, 65% concernent des frontaliers, 9% des résidents luxembourgeois et 26% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

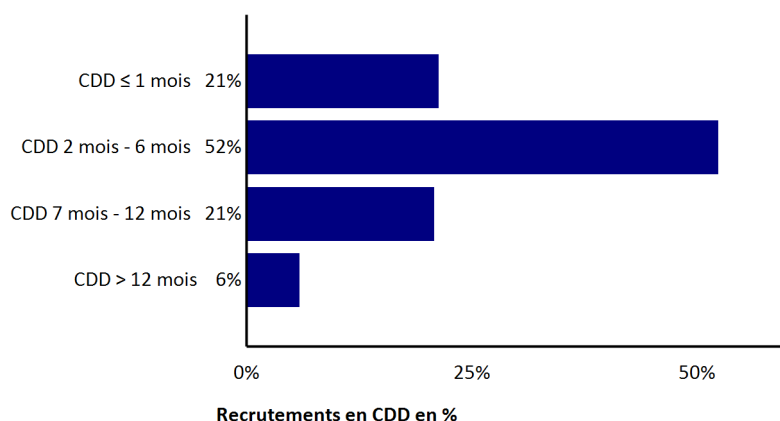


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 136 940 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2019 et janvier 2020, 27% sont des contrats à durée déterminée et 73% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 27%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2020, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

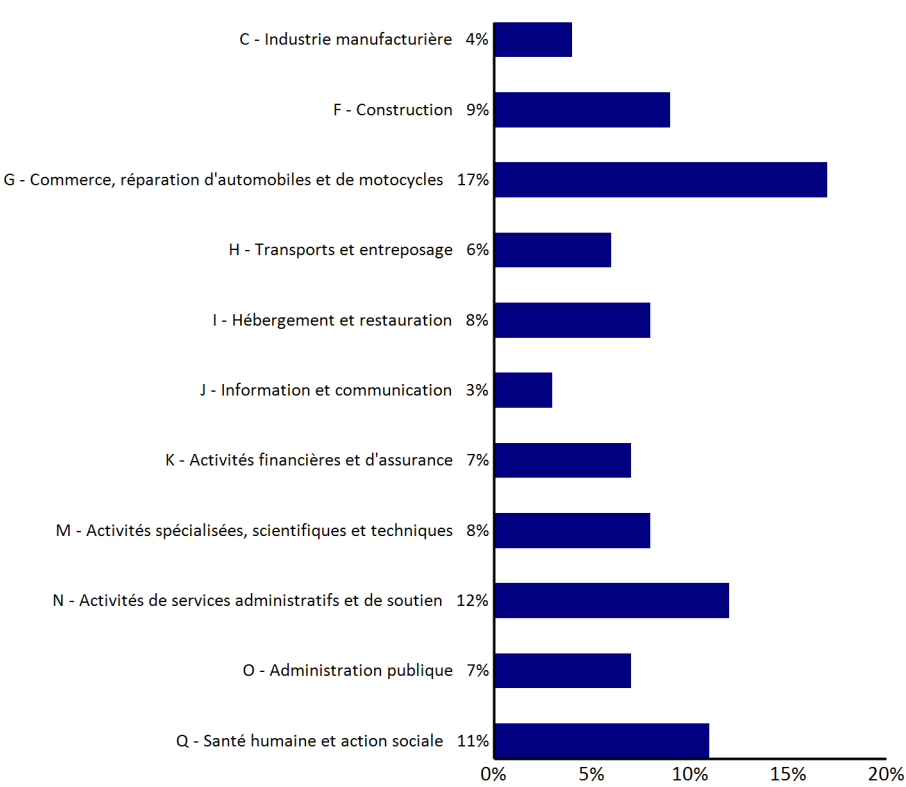


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 27% de CDD selon la durée des contrats : 21% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 52% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 21% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 6% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 6% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

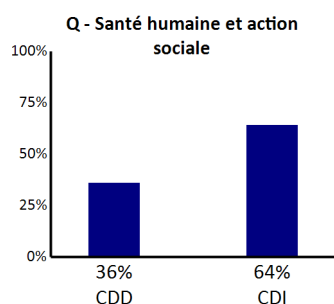
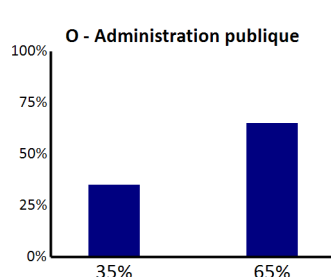
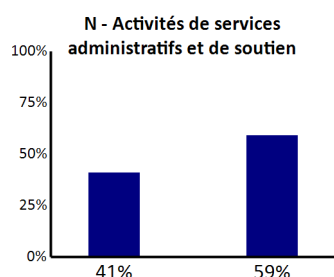
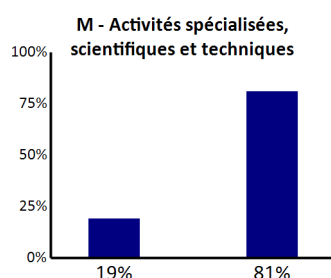
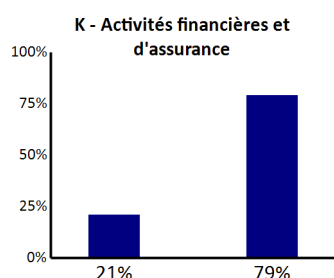
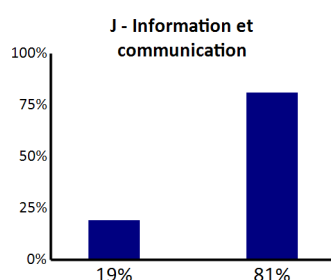
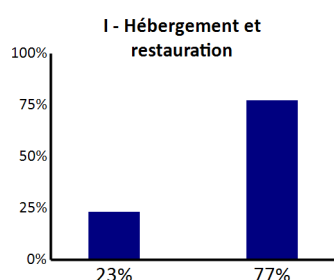
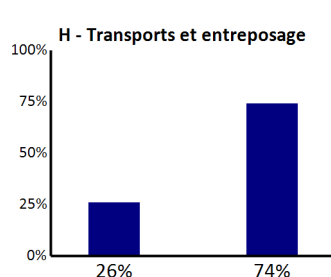
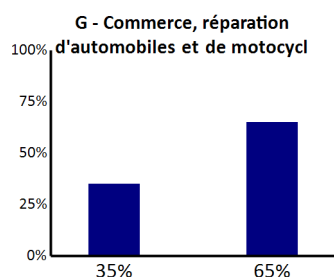
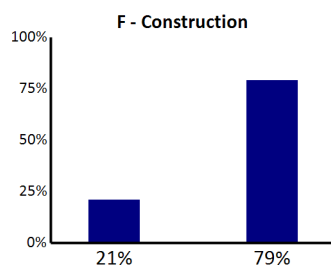
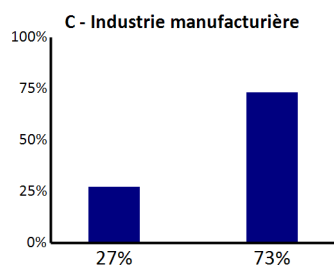
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



40% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 29% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 17% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (12%) et de "Santé humaine et action sociale" (11%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



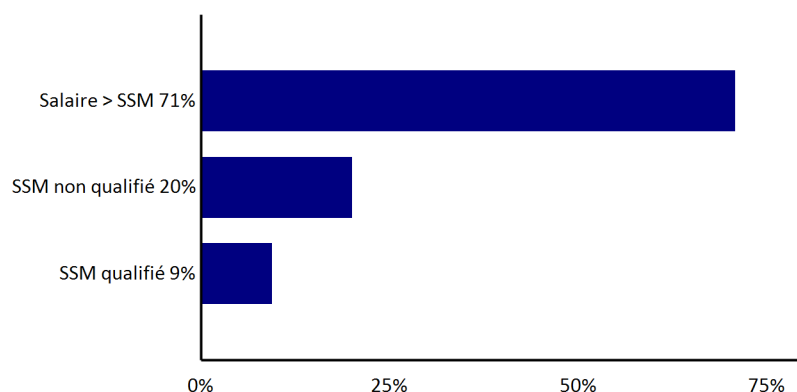
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 27%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (41% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Santé humaine et action sociale" (36%), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (35%) et de "Administration publique" (35%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Construction" (21%), "Activités financières et d'assurance" (21%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%) et "Information et communication" (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2019 et janvier 2020, 73% concernent des CDI et 27% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2019 et janvier 2020, 29% (= 20% + 9%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 29%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 29 mars 2019, seuls 15% sont rémunérés au voisinage du SSM.

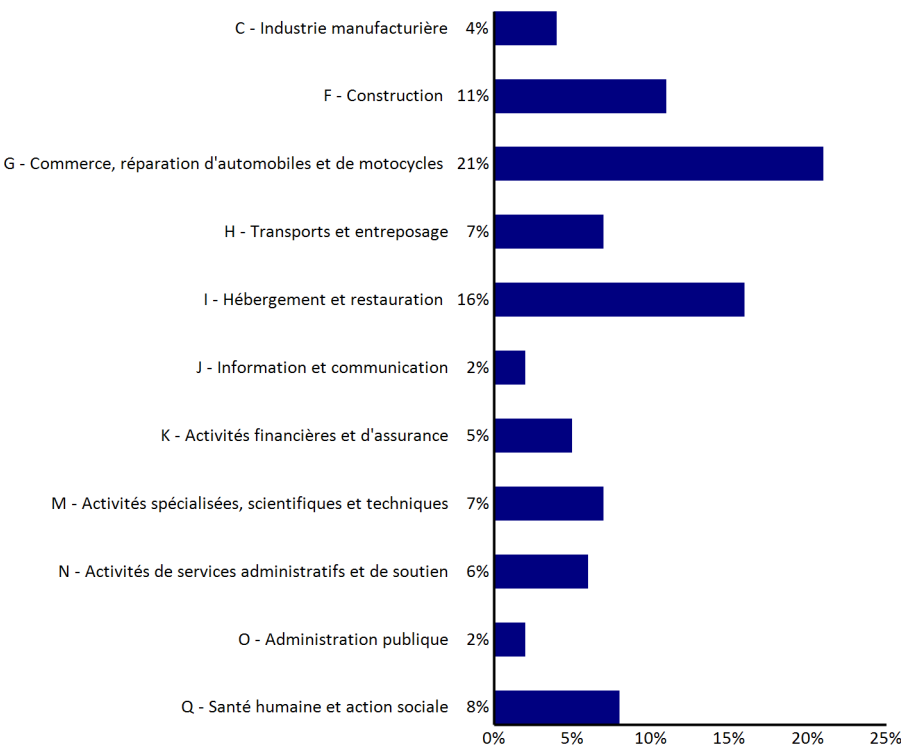
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 68% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2020 à 2 142 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 32% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2020 à 2 570 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

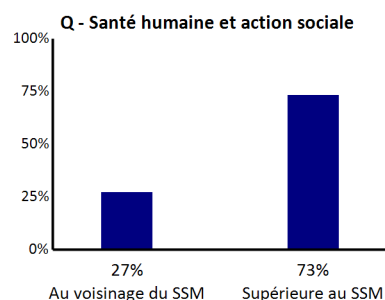
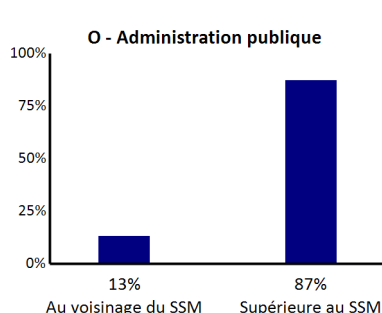
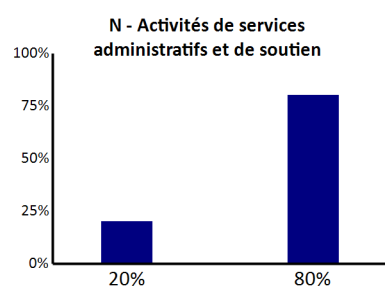
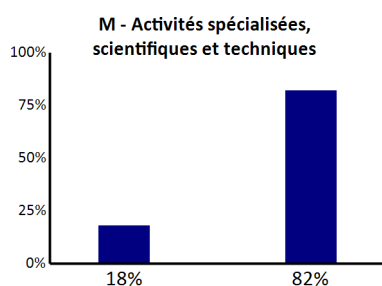
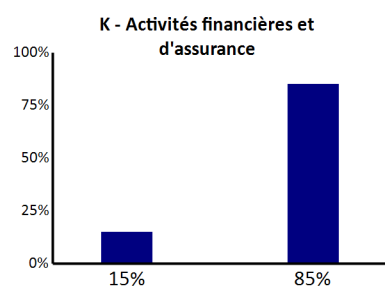
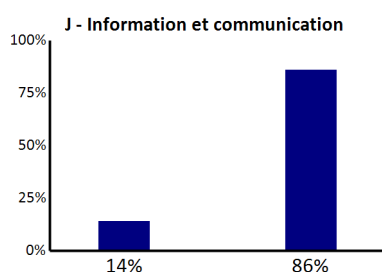
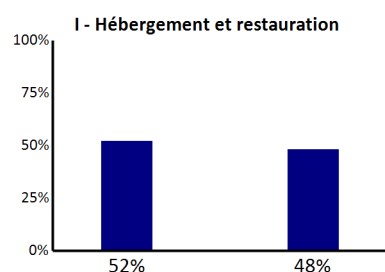
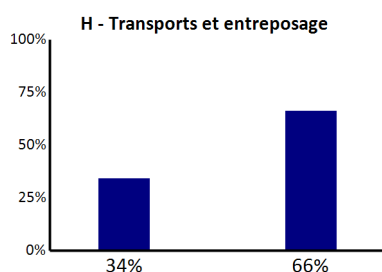
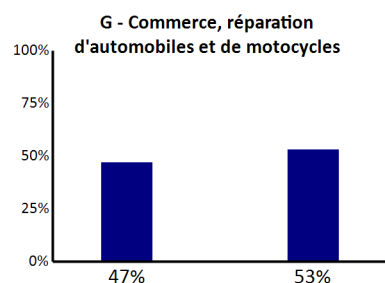
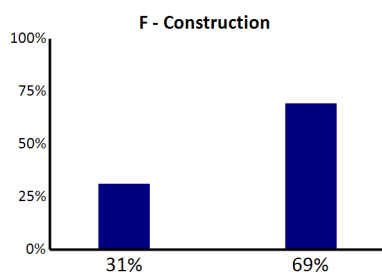
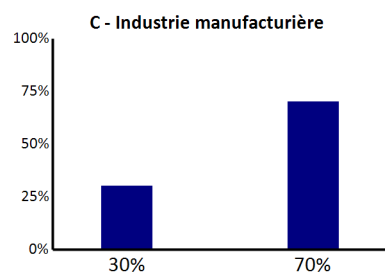


37% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 22% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 21% et 16% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 19% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 29%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (52% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (47%) et de "Transports et entreposage" (34%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (15%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (18%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2019 et janvier 2020, 30% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2019 - janvier 2020)

	janv.-févr. 2019	févr.-mars 2019	mars-avr. 2019	avr.-mai 2019	mai-juin 2019	juin-juil. 2019	juil.-août 2019	août-sept. 2019	sept.-oct. 2019	oct.-nov. 2019	nov.-déc. 2019	déc.-janv. 2020	Total annuel
Salariés non-intérimaires	10 260	11 130	11 720	10 380	10 310	10 650	9 320	17 330	13 290	11 000	7 480	14 060	136 930
Salariés intérimaires	2 850	2 580	2 380	1 970	2 810	1 630	3 760	3 110	2 290	2 430	600	5 590	32 000
Total	13 110	13 710	14 100	12 350	13 120	12 280	13 080	20 440	15 580	13 430	8 080	19 650	168 930

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2019 - janvier 2020)

	janv.-févr. 2019	févr.-mars 2019	mars-avr. 2019	avr.-mai 2019	mai-juin 2019	juin-juil. 2019	juil.-août 2019	août-sept. 2019	sept.-oct. 2019	oct.-nov. 2019	nov.-déc. 2019	déc.-janv. 2020	Total annuel
Salariés non-intérimaires	8 370	8 760	9 850	9 060	8 870	12 550	9 960	12 450	10 500	9 130	9 810	12 550	121 860
Salariés intérimaires	1 670	2 020	2 540	2 570	1 760	5 030	1 790	2 320	2 270	1 910	7 040	1 030	31 950
Total	10 040	10 780	12 390	11 630	10 630	17 580	11 750	14 770	12 770	11 040	16 850	13 580	153 810

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2019 - janvier 2020)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en janvier 2020	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	720	700	0,5%	0,6%	20	0,1%	1 480	0,3%
B - Industries extractives	20	30	0,0%	0,0%	- 10	-0,1%	270	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 020	6 100	4,4%	5,0%	- 80	-0,5%	31 880	7,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	250	170	0,2%	0,1%	80	0,5%	1 650	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	320	240	0,2%	0,2%	80	0,5%	1 820	0,4%
F - Construction	14 920	13 340	10,9%	10,9%	1 580	10,5%	47 540	10,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 860	15 910	13,0%	13,1%	1 950	12,9%	52 300	11,9%
H - Transports et entreposage	8 060	7 030	5,9%	5,8%	1 030	6,8%	31 130	7,1%
I - Hébergement et restauration	12 570	12 190	9,2%	10,0%	380	2,5%	20 580	4,7%
J - Information et communication	6 060	5 560	4,4%	4,6%	500	3,3%	21 130	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	12 250	11 090	8,9%	9,1%	1 160	7,7%	49 680	11,3%
L - Activités immobilières	1 530	1 250	1,1%	1,0%	280	1,9%	3 450	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14 430	12 480	10,5%	10,2%	1 950	12,9%	41 430	9,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 260	10 570	8,2%	8,7%	690	4,6%	23 460	5,3%
O - Administration publique	7 660	5 620	5,6%	4,6%	2 040	13,5%	47 640	10,8%
P - Enseignement (privé)	1 640	1 360	1,2%	1,1%	280	1,9%	5 060	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	11 420	9 660	8,3%	7,9%	1 760	11,7%	41 390	9,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	950	840	0,7%	0,7%	110	0,7%	2 460	0,6%
S - Autres activités de services	2 250	2 070	1,6%	1,7%	180	1,2%	6 710	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 910	3 960	2,9%	3,2%	- 50	-0,3%	6 030	1,4%
U - Activités extra-territoriales	240	220	0,2%	0,2%	20	0,1%	760	0,2%
Z - Non déterminé	2 600	1 470	1,9%	1,2%	1 130	7,5%	3 040	0,7%
Total	136 940	121 860	100,0%	100,0%	15 080	100,0%	440 890	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	170	550	720	150	550	700	0,3%	0,7%	0,3%	0,8%
B - Industries extractives	0	20	20	0	30	30	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 360	4 660	6 020	1 430	4 670	6 100	2,2%	6,3%	2,6%	7,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	200	250	30	140	170	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	70	250	320	40	200	240	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 370	13 550	14 920	1 130	12 210	13 340	2,2%	18,2%	2,0%	18,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 600	9 260	17 860	7 740	8 170	15 910	13,7%	12,5%	13,8%	12,4%
H - Transports et entreposage	1 270	6 790	8 060	1 150	5 880	7 030	2,0%	9,1%	2,1%	8,9%
I - Hébergement et restauration	6 510	6 060	12 570	6 440	5 750	12 190	10,4%	8,2%	11,5%	8,7%
J - Information et communication	1 790	4 270	6 060	1 680	3 880	5 560	2,9%	5,7%	3,0%	5,9%
K - Activités financières et d'assurance	5 770	6 480	12 250	5 240	5 850	11 090	9,2%	8,7%	9,4%	8,9%
L - Activités immobilières	750	780	1 530	610	640	1 250	1,2%	1,1%	1,1%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 900	7 530	14 430	6 020	6 460	12 480	11,0%	10,1%	10,7%	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	7 180	4 080	11 260	6 710	3 860	10 570	11,5%	5,5%	12,0%	5,9%
O - Administration publique	4 330	3 330	7 660	3 190	2 430	5 620	6,9%	4,5%	5,7%	3,7%
P - Enseignement (privé)	890	750	1 640	750	610	1 360	1,4%	1,0%	1,3%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	8 420	3 000	11 420	7 180	2 480	9 660	13,4%	4,0%	12,8%	3,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	400	550	950	360	480	840	0,6%	0,7%	0,6%	0,7%
S - Autres activités de services	1 640	610	2 250	1 510	560	2 070	2,6%	0,8%	2,7%	0,9%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 780	130	3 910	3 820	140	3 960	6,0%	0,2%	6,8%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	180	60	240	170	50	220	0,3%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 240	1 360	2 600	670	800	1 470	2,0%	1,8%	1,2%	1,2%
Total	62 670	74 270	136 940	56 020	65 840	121 860	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,6%	76,4%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,6%	77,4%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20,0%	80,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	21,9%	78,1%	100,0%
F - Construction	9,2%	90,8%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	48,2%	51,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,8%	84,2%	100,0%
I - Hébergement et restauration	51,8%	48,2%	100,0%
J - Information et communication	29,5%	70,5%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	47,1%	52,9%	100,0%
L - Activités immobilières	49,0%	51,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,8%	52,2%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	63,8%	36,2%	100,0%
O - Administration publique	56,5%	43,5%	100,0%
P - Enseignement	54,3%	45,7%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,7%	26,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	42,1%	57,9%	100,0%
S - Autres activités de services	72,9%	27,1%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,7%	3,3%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	75,0%	25,0%	100,0%
Z - Non déterminé	47,7%	52,3%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2020			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2020	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	350	1 130	1 480	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	20	250	270	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 700	26 180	31 880	3,2%	10,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	240	1 410	1 650	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	270	1 550	1 820	0,1%	0,6%
F - Construction	4 270	43 270	47 540	2,4%	16,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22 670	29 630	52 300	12,6%	11,4%
H - Transports et entreposage	4 320	26 810	31 130	2,4%	10,3%
I - Hébergement et restauration	10 520	10 060	20 580	5,8%	3,9%
J - Information et communication	5 490	15 640	21 130	3,0%	6,0%
K - Activités financières et d'assurance	22 310	27 370	49 680	12,4%	10,5%
L - Activités immobilières	1 670	1 780	3 450	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18 080	23 350	41 430	10,0%	9,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	13 390	10 070	23 460	7,4%	3,9%
O - Administration publique	23 660	23 980	47 640	13,1%	9,2%
P - Enseignement (privé)	2 750	2 310	5 060	1,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	31 370	10 020	41 390	17,4%	3,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 030	1 430	2 460	0,6%	0,5%
S - Autres activités de services	4 770	1 940	6 710	2,6%	0,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 780	250	6 030	3,2%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	510	250	760	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 360	1 680	3 040	0,8%	0,6%
Total	180 530	260 360	440 890	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	200	160	120	50	710	140	200	150	130	70	690
B - Industries extractives	0	10	10	0	0	20	0	10	0	10	10	30
C - Industrie manufacturière	1 180	2 150	1 630	830	230	6 020	750	1 910	1 570	910	960	6 100
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	70	80	70	30	0	250	30	50	40	20	30	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	100	80	70	10	320	30	70	70	40	40	250
F - Construction	2 580	4 450	3 970	3 010	910	14 920	1 570	3 800	3 640	2 810	1 520	13 340
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 620	5 960	3 550	2 130	600	17 860	4 120	5 090	3 300	2 140	1 260	15 910
H - Transports et entreposage	1 360	2 510	2 140	1 450	600	8 060	900	1 990	1 790	1 310	1 040	7 030
I - Hébergement et restauration	3 260	4 340	2 830	1 660	480	12 570	2 830	4 210	2 840	1 680	630	12 190
J - Information et communication	1 030	2 570	1 650	650	160	6 060	590	2 140	1 620	800	410	5 560
K - Activités financières et d'assurance	1 960	5 060	3 300	1 550	380	12 250	1 290	3 820	3 180	1 770	1 020	11 080
L - Activités immobilières	200	450	420	320	140	1 530	110	360	350	270	160	1 250
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 040	6 710	2 920	1 350	410	14 430	1 540	5 870	2 950	1 440	680	12 480
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 250	3 610	2 840	1 980	580	11 260	1 770	3 410	2 710	1 870	810	10 570
O - Administration publique	2 100	2 960	1 580	750	270	7 660	1 280	1 620	1 000	590	1 130	5 620
P - Enseignement (privé)	350	710	360	170	50	1 640	260	580	290	150	90	1 370
Q - Santé humaine et action sociale	2 380	4 520	2 450	1 560	510	11 420	1 370	3 670	2 080	1 380	1 160	9 660
R - Arts, spectacles et activités récréatives	280	350	160	100	70	960	230	300	140	90	80	840
S - Autres activités de services	470	850	490	310	120	2 240	370	730	490	290	190	2 070
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	90	510	1 000	1 350	960	3 910	90	460	990	1 350	1 070	3 960
U - Activités extra-territoriales	0	60	90	60	40	250	0	50	70	50	50	220
Z - Non déterminé	190	660	760	720	270	2 600	80	300	400	460	230	1 470
Total	28 650	48 820	32 460	20 170	6 840	136 940	19 350	40 640	29 670	19 560	12 640	121 860

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	0,5%	0,5%	0,7%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,1%	4,4%	5,0%	4,1%	3,4%	3,9%	4,7%	5,3%	4,7%	7,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%
F - Construction	9,0%	9,1%	12,2%	14,9%	13,3%	8,1%	9,4%	12,3%	14,4%	12,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	19,6%	12,2%	10,9%	10,6%	8,8%	21,3%	12,5%	11,1%	10,9%	10,0%
H - Transports et entreposage	4,7%	5,1%	6,6%	7,2%	8,8%	4,7%	4,9%	6,0%	6,7%	8,2%
I - Hébergement et restauration	11,4%	8,9%	8,7%	8,2%	7,0%	14,6%	10,4%	9,6%	8,6%	5,0%
J - Information et communication	3,6%	5,3%	5,1%	3,2%	2,3%	3,0%	5,3%	5,5%	4,1%	3,2%
K - Activités financières et d'assurance	6,8%	10,4%	10,2%	7,7%	5,6%	6,7%	9,4%	10,7%	9,0%	8,1%
L - Activités immobilières	0,7%	0,9%	1,3%	1,6%	2,0%	0,6%	0,9%	1,2%	1,4%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,6%	13,7%	9,0%	6,7%	6,0%	8,0%	14,4%	9,9%	7,4%	5,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	7,9%	7,4%	8,7%	9,8%	8,5%	9,1%	8,4%	9,1%	9,6%	6,4%
O - Administration publique	7,3%	6,1%	4,9%	3,7%	3,9%	6,6%	4,0%	3,4%	3,0%	8,9%
P - Enseignement (privé)	1,2%	1,5%	1,1%	0,8%	0,7%	1,3%	1,4%	1,0%	0,8%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	8,3%	9,3%	7,5%	7,7%	7,5%	7,1%	9,0%	7,0%	7,1%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,0%	0,7%	0,5%	0,5%	1,0%	1,2%	0,7%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	1,6%	1,7%	1,5%	1,5%	1,8%	1,9%	1,8%	1,7%	1,5%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,3%	1,0%	3,1%	6,7%	14,0%	0,5%	1,1%	3,3%	6,9%	8,5%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,3%	0,3%	0,6%	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,4%
Z - Non déterminé	0,7%	1,4%	2,3%	3,6%	3,9%	0,4%	0,7%	1,3%	2,4%	1,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	28,2%	22,5%	16,9%	7,0%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	19,6%	35,7%	27,1%	13,8%	3,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	28,0%	32,0%	28,0%	12,0%	0,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	18,8%	31,3%	25,0%	21,9%	3,1%	100,0%
F - Construction	17,3%	29,8%	26,6%	20,2%	6,1%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	31,5%	33,4%	19,9%	11,9%	3,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	16,9%	31,1%	26,6%	18,0%	7,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	25,9%	34,5%	22,5%	13,2%	3,8%	100,0%
J - Information et communication	17,0%	42,4%	27,2%	10,7%	2,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	16,0%	41,3%	26,9%	12,7%	3,1%	100,0%
L - Activités immobilières	13,1%	29,4%	27,5%	20,9%	9,2%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21,1%	46,5%	20,2%	9,4%	2,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,0%	32,1%	25,2%	17,6%	5,2%	100,0%
O - Administration publique	27,4%	38,6%	20,6%	9,8%	3,5%	100,0%
P - Enseignement (privé)	21,3%	43,3%	22,0%	10,4%	3,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	20,8%	39,6%	21,5%	13,7%	4,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	29,2%	36,5%	16,7%	10,4%	7,3%	100,0%
S - Autres activités de services	21,0%	37,9%	21,9%	13,8%	5,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	2,3%	13,0%	25,6%	34,5%	24,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	24,0%	36,0%	24,0%	16,0%	100,0%
Z - Non déterminé	7,3%	25,4%	29,2%	27,7%	10,4%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2020						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2020				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	410	370	330	180	1 470	0,6%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	70	100	60	280	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 600	7 260	9 170	9 910	3 950	31 890	5,6%	6,1%	7,3%	8,4%	8,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	470	470	450	160	1 650	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	410	480	600	250	1 820	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	3 290	10 480	13 260	14 260	6 250	47 540	11,5%	8,8%	10,5%	12,0%	12,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 330	13 870	14 040	13 500	5 560	52 300	18,6%	11,7%	11,1%	11,4%	11,3%
H - Transports et entreposage	1 700	7 260	8 800	9 160	4 210	31 130	5,9%	6,1%	7,0%	7,7%	8,6%
I - Hébergement et restauration	2 460	5 710	5 680	4 910	1 820	20 580	8,6%	4,8%	4,5%	4,1%	3,7%
J - Information et communication	1 020	6 750	6 690	4 950	1 710	21 120	3,6%	5,7%	5,3%	4,2%	3,5%
K - Activités financières et d'assurance	1 420	12 270	16 260	14 910	4 830	49 690	4,9%	10,4%	12,9%	12,6%	9,9%
L - Activités immobilières	200	790	960	950	550	3 450	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 820	16 490	11 120	7 780	3 220	41 430	9,8%	13,9%	8,8%	6,6%	6,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 500	6 010	6 920	6 500	2 530	23 460	5,2%	5,1%	5,5%	5,5%	5,2%
O - Administration publique	2 590	12 590	14 440	12 660	5 360	47 640	9,0%	10,6%	11,4%	10,7%	10,9%
P - Enseignement (privé)	250	1 560	1 500	1 220	530	5 060	0,9%	1,3%	1,2%	1,0%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 170	12 160	10 960	10 590	4 510	41 390	11,0%	10,3%	8,7%	8,9%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	210	730	650	570	290	2 450	0,7%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	630	1 880	1 790	1 630	780	6 710	2,2%	1,6%	1,4%	1,4%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	50	560	1 510	2 300	1 610	6 030	0,2%	0,5%	1,2%	1,9%	3,3%
U - Activités extra-territoriales	0	80	230	280	170	760	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	110	650	830	960	490	3 040	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	1,0%
Total	28 720	118 430	126 200	118 520	49 020	440 890	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	160	190	370	720	150	180	370	700
B - Industries extractives	10	0	10	20	20	0	10	30
C - Industrie manufacturière	3 890	560	1 570	6 020	3 730	820	1 550	6 100
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	110	40	250	40	110	20	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	140	110	70	320	120	80	40	240
F - Construction	8 470	1 250	5 200	14 920	7 320	1 250	4 770	13 340
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 930	3 360	4 570	17 860	8 260	3 570	4 080	15 910
H - Transports et entreposage	3 690	1 310	3 060	8 060	3 210	1 320	2 500	7 030
I - Hébergement et restauration	4 080	1 530	6 960	12 570	3 860	1 610	6 720	12 190
J - Information et communication	2 950	660	2 450	6 060	2 760	810	1 990	5 560
K - Activités financières et d'assurance	5 440	1 210	5 600	12 250	4 960	1 540	4 590	11 090
L - Activités immobilières	530	380	620	1 530	410	340	500	1 250
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 470	1 760	6 200	14 430	5 870	1 730	4 880	12 480
N - Activités de services administratifs et de soutien	5 060	1 170	5 030	11 260	4 590	1 210	4 770	10 570
O - Administration publique	450	6 350	860	7 660	230	4 860	530	5 620
P - Enseignement (privé)	380	440	820	1 640	320	430	610	1 360
Q - Santé humaine et action sociale	3 830	4 500	3 090	11 420	2 740	4 290	2 630	9 660
R - Arts, spectacles et activités récréatives	290	300	360	950	250	270	320	840
S - Autres activités de services	760	640	850	2 250	680	660	730	2 070
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	400	240	3 270	3 910	410	280	3 270	3 960
U - Activités extra-territoriales	80	20	140	240	60	30	130	220
Z - Non déterminé	600	590	1 410	2 600	230	450	790	1 470
Total	57 710	26 680	52 550	136 940	50 220	25 840	45 800	121 860

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,7%	0,3%	0,7%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	6,7%	2,1%	3,0%	7,4%	3,2%	3,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,4%	0,1%	0,2%	0,3%	0,1%
F - Construction	14,7%	4,7%	9,9%	14,6%	4,8%	9,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17,2%	12,6%	8,7%	16,4%	13,8%	8,7%
H - Transports et entreposage	6,4%	4,9%	5,8%	6,4%	5,1%	5,8%
I - Hébergement et restauration	7,1%	5,7%	13,2%	7,7%	6,2%	13,2%
J - Information et communication	5,1%	2,5%	4,7%	5,5%	3,1%	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	9,4%	4,5%	10,7%	9,9%	6,0%	10,7%
L - Activités immobilières	0,9%	1,4%	1,2%	0,8%	1,3%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,2%	6,6%	11,8%	11,7%	6,7%	11,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,8%	4,4%	9,6%	9,1%	4,7%	9,6%
O - Administration publique	0,8%	23,8%	1,6%	0,5%	18,8%	1,6%
P - Enseignement (privé)	0,7%	1,6%	1,6%	0,6%	1,7%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	6,6%	16,9%	5,9%	5,5%	16,6%	5,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,5%	1,1%	0,7%	0,5%	1,0%	0,7%
S - Autres activités de services	1,3%	2,4%	1,6%	1,4%	2,6%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	0,9%	6,2%	0,8%	1,1%	6,2%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	1,0%	2,2%	2,7%	0,5%	1,7%	2,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	22,2%	26,4%	51,4%	100,0%
B - Industries extractives	50,0%	0,0%	50,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	64,6%	9,3%	26,1%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40,0%	44,0%	16,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	43,8%	34,4%	21,9%	100,0%
F - Construction	56,8%	8,4%	34,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	55,6%	18,8%	25,6%	100,0%
H - Transports et entreposage	45,8%	16,3%	38,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	32,5%	12,2%	55,4%	100,0%
J - Information et communication	48,7%	10,9%	40,4%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	44,4%	9,9%	45,7%	100,0%
L - Activités immobilières	34,6%	24,8%	40,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	44,8%	12,2%	43,0%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	44,9%	10,4%	44,7%	100,0%
O - Administration publique	5,9%	82,9%	11,2%	100,0%
P - Enseignement	23,2%	26,8%	50,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	33,5%	39,4%	27,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	30,5%	31,6%	37,9%	100,0%
S - Autres activités de services	33,8%	28,4%	37,8%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10,2%	6,1%	83,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	33,3%	8,3%	58,3%	100,0%
Z - Non déterminé	23,1%	22,7%	54,2%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2020				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2020		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	450	420	610	1 480	0,2%	0,4%	0,5%
B - Industries extractives	150	40	80	270	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	21 350	4 190	6 340	31 880	10,9%	3,5%	5,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	430	1 040	180	1 650	0,2%	0,9%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	860	710	250	1 820	0,4%	0,6%	0,2%
F - Construction	26 630	4 530	16 380	47 540	13,6%	3,8%	13,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	30 760	9 860	11 680	52 300	15,7%	8,2%	9,3%
H - Transports et entreposage	14 720	7 780	8 630	31 130	7,5%	6,5%	6,9%
I - Hébergement et restauration	7 760	2 300	10 520	20 580	4,0%	1,9%	8,4%
J - Information et communication	10 850	4 100	6 180	21 130	5,5%	3,4%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	23 600	9 340	16 740	49 680	12,1%	7,8%	13,4%
L - Activités immobilières	1 130	1 100	1 220	3 450	0,6%	0,9%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20 600	6 170	14 660	41 430	10,5%	5,2%	11,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 940	2 410	9 110	23 460	6,1%	2,0%	7,3%
O - Administration publique	2 730	41 740	3 170	47 640	1,4%	34,9%	2,5%
P - Enseignement (privé)	1 560	1 470	2 030	5 060	0,8%	1,2%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	15 580	17 730	8 080	41 390	8,0%	14,8%	6,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	880	900	680	2 460	0,4%	0,8%	0,5%
S - Autres activités de services	2 280	2 420	2 010	6 710	1,2%	2,0%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	810	660	4 560	6 030	0,4%	0,6%	3,6%
U - Activités extra-territoriales	230	120	410	760	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	490	740	1 810	3 040	0,3%	0,6%	1,4%
Total	195 790	119 770	125 330	440 890	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 1

	Recrutements					Fins de contrat					% du secteur dans les recrutements	
	CDD					CDI	Total	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois	Total							
A - Agriculture, sylviculture et pêche	70	130	40	0	240	480	720	220	480	700	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0	0	0	0	0	20	20	0	30	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	230	970	410	30	1 640	4 380	6 020	1 150	4 950	6 100	4,4%	4,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	10	10	0	20	230	250	20	150	170	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	10	40	10	60	260	320	30	210	240	0,2%	0,3%
F - Construction	660	1 940	550	50	3 200	11 720	14 920	2 380	10 960	13 340	8,6%	11,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 290	4 050	870	130	6 340	11 520	17 860	4 620	11 290	15 910	17,1%	11,5%
H - Transports et entreposage	290	990	810	20	2 110	5 950	8 060	1 450	5 580	7 030	5,7%	6,0%
I - Hébergement et restauration	770	1 490	530	50	2 840	9 730	12 570	2 360	9 830	12 190	7,7%	9,7%
J - Information et communication	230	590	280	50	1 150	4 910	6 060	980	4 580	5 560	3,1%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	160	1 600	650	200	2 610	9 640	12 250	2 050	9 040	11 090	7,1%	9,6%
L - Activités immobilières	30	90	50	20	190	1 340	1 530	120	1 130	1 250	0,5%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	370	1 690	490	230	2 780	11 650	14 430	2 080	10 400	12 480	7,5%	11,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 090	2 020	410	80	4 600	6 660	11 260	3 560	7 010	10 570	12,4%	6,7%
O - Administration publique	830	490	940	390	2 650	5 010	7 660	1 830	3 790	5 620	7,2%	5,0%
P - Enseignement (privé)	60	430	190	340	1 020	620	1 640	810	550	1 360	2,8%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	490	2 250	990	350	4 080	7 340	11 420	3 040	6 620	9 660	11,0%	7,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	90	150	170	60	470	480	950	390	450	840	1,3%	0,5%
S - Autres activités de services	90	230	150	70	540	1 710	2 250	400	1 670	2 070	1,5%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	40	10	0	60	3 850	3 910	60	3 900	3 960	0,2%	3,9%
U - Activités extra-territoriales	50	30	50	50	180	60	240	140	80	220	0,5%	0,1%
Z - Non déterminé	60	130	40	10	240	2 360	2 600	150	1 320	1 470	0,6%	2,4%
Total	7 870	19 330	7 680	2 140	37 020	99 920	136 940	27 840	94 020	121 860	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	CDD	CDI	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	33,3%	66,7%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	27,2%	72,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	8,0%	92,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	18,8%	81,3%	100,0%
F - Construction	21,4%	78,6%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	35,5%	64,5%	100,0%
H - Transports et entreposage	26,2%	73,8%	100,0%
I - Hébergement et restauration	22,6%	77,4%	100,0%
J - Information et communication	19,0%	81,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	21,3%	78,7%	100,0%
L - Activités immobilières	12,4%	87,6%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,3%	80,7%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	40,9%	59,1%	100,0%
O - Administration publique	34,6%	65,4%	100,0%
P - Enseignement (privé)	62,2%	37,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	35,7%	64,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	49,5%	50,5%	100,0%
S - Autres activités de services	24,0%	76,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,5%	98,5%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	75,0%	25,0%	100,0%
Z - Non déterminé	9,2%	90,8%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2019 - janvier 2020) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2020			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2020	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	80	1 400	1 480	0,4%	0,3%
B - Industries extractives	0	270	270	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 170	30 710	31 880	5,2%	7,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 630	1 650	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	1 760	1 820	0,3%	0,4%
F - Construction	1 370	46 170	47 540	6,1%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 400	48 900	52 300	15,2%	11,7%
H - Transports et entreposage	1 120	30 010	31 130	5,0%	7,2%
I - Hébergement et restauration	860	19 720	20 580	3,9%	4,7%
J - Information et communication	530	20 600	21 130	2,4%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	1 670	48 010	49 680	7,5%	11,5%
L - Activités immobilières	100	3 350	3 450	0,4%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 710	39 720	41 430	7,7%	9,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 560	21 900	23 460	7,0%	5,2%
O - Administration publique	2 340	45 300	47 640	10,5%	10,8%
P - Enseignement (privé)	1 450	3 610	5 060	6,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	3 790	37 600	41 390	17,0%	9,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	340	2 120	2 460	1,5%	0,5%
S - Autres activités de services	350	6 360	6 710	1,6%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	30	6 000	6 030	0,1%	1,4%
U - Activités extra-territoriales	240	520	760	1,1%	0,1%
Z - Non déterminé	120	2 920	3 040	0,5%	0,7%
Total	22 310	418 580	440 890	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2019 - janvier 2020) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM			Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total				
A - Agriculture, sylviculture et pêche	250	80	330	380	710	0,8%	0,4%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 090	700	1 790	4 230	6 020	4,5%	4,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	10	30	220	250	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	30	90	230	320	0,2%	0,2%
F - Construction	2 540	2 040	4 580	10 330	14 910	11,4%	10,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6 390	1 960	8 350	9 510	17 860	20,8%	9,8%
H - Transports et entreposage	1 540	1 210	2 750	5 310	8 060	6,9%	5,5%
I - Hébergement et restauration	5 180	1 410	6 590	5 980	12 570	16,4%	6,2%
J - Information et communication	460	380	840	5 220	6 060	2,1%	5,4%
K - Activités financières et d'assurance	1 480	380	1 860	10 390	12 250	4,6%	10,7%
L - Activités immobilières	220	210	430	1 100	1 530	1,1%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 620	1 030	2 650	11 780	14 430	6,6%	12,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 440	840	2 280	8 980	11 260	5,7%	9,3%
O - Administration publique	800	200	1 000	6 660	7 660	2,5%	6,9%
P - Enseignement (privé)	80	380	460	1 180	1 640	1,1%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	2 110	930	3 040	8 380	11 420	7,6%	8,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	210	80	290	670	960	0,7%	0,7%
S - Autres activités de services	510	400	910	1 330	2 240	2,3%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	440	260	700	3 210	3 910	1,7%	3,3%
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	230	240	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	870	270	1 140	1 460	2 600	2,8%	1,5%
Total	27 310	12 820	40 130	96 800	136 930	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2019 - janvier 2020) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	46,5%	53,5%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	29,7%	70,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	12,0%	88,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	28,1%	71,9%	100,0%
F - Construction	30,7%	69,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	46,8%	53,2%	100,0%
H - Transports et entreposage	34,1%	65,9%	100,0%
I - Hébergement et restauration	52,4%	47,6%	100,0%
J - Information et communication	13,9%	86,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,2%	84,8%	100,0%
L - Activités immobilières	28,1%	71,9%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18,4%	81,6%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,2%	79,8%	100,0%
O - Administration publique	13,1%	86,9%	100,0%
P - Enseignement (privé)	28,0%	72,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	26,6%	73,4%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	30,2%	69,8%	100,0%
S - Autres activités de services	40,6%	59,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	17,9%	82,1%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,2%	95,8%	100,0%
Z - Non déterminé	43,8%	56,2%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2019 - janvier 2020) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2020			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2020	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	590	880	1 470	0,9%	0,2%
B - Industries extractives	10	270	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	3 630	28 250	31 880	5,7%	7,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 620	1 650	0,0%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	160	1 660	1 820	0,3%	0,4%
F - Construction	6 220	41 320	47 540	9,8%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	16 410	35 890	52 300	25,8%	9,5%
H - Transports et entreposage	4 780	26 350	31 130	7,5%	7,0%
I - Hébergement et restauration	10 490	10 090	20 580	16,5%	2,7%
J - Information et communication	990	20 140	21 130	1,6%	5,3%
K - Activités financières et d'assurance	1 180	48 500	49 680	1,9%	12,9%
L - Activités immobilières	590	2 870	3 460	0,9%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 740	38 690	41 430	4,3%	10,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 960	20 500	23 460	4,7%	5,4%
O - Administration publique	1 200	46 440	47 640	1,9%	12,3%
P - Enseignement (privé)	330	4 730	5 060	0,5%	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	6 250	35 140	41 390	9,8%	9,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	370	2 080	2 450	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	2 210	4 500	6 710	3,5%	1,2%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	830	5 200	6 030	1,3%	1,4%
U - Activités extra-territoriales	10	750	760	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 620	1 420	3 040	2,5%	0,4%
Total	63 600	377 290	440 890	100,0%	100,0%